

ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Zoran Tairovic, « Twilight or dawn of Europe », 2012 -2021

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

UKRAINE/ROMS

Les Roms de Transcarpatie

Ces derniers mois, les médias en Suisse et d'autres pays d'Europe occidentale ont fait état de grandes familles Roms de la province de Transcarpatie, dans l'ouest de l'Ukraine. Celles-ci sont stigmatisées comme bénéficiaires indésirables du statut de protection accordé aux réfugié·es de guerre ukrainien·nes, même si les autorités et la plupart des médias ne le formulent pas aussi brutalement, sans doute par peur des accusations de racisme. Le Parlement suisse veut désormais n'accorder le statut de protection qu'aux Ukrainien·nes qui ont fui des zones de guerre, défini·es un peu arbitrairement à l'est et au sud de l'Ukraine, la Transcarpatie n'en faisant pas partie. Les Roms de Transcarpatie n'auraient donc plus droit au séjour et à la protection en Suisse et devraient quitter le pays.

Le Forum Civique Européen est actif en Transcarpatie depuis plus de trois décennies et connaît bien la situation locale et les conditions de vie des Roms.

Visite du Tabor¹

La plus grande colonie rom d'Ukraine se trouve dans la ville provinciale de Moukatchevo en Transcarpatie. Avant la guerre, environ 15.000 Roms y vivaient, dont plus de la moitié dans une pauvreté absolue. En quittant la rue principale de ce ghetto situé derrière la gare, on tombe sur des ruelles étroites et sales avec des cabanes miteuses sans eau ni égouts, l'électricité est tirée quelque part. Partout, des montagnes de déchets. Des femmes maigres en sandales et des enfants joyeux malgré tout demandent à notre accompagnatrice qui sont ces étranger·es qui se sont aventuré·es ici.

Or, la guerre a réservé une surprise à ce monde sombre et isolé. Durant l'été 2022, un groupe d'une soixantaine de Roms avait fui la ville de Voughledar dans le Donbass et finalement atteint Moukatchevo. Voughledar a été entièrement conquise par l'armée russe le 1^{er} octobre 2024, après plus de deux ans de combats qui ont entraîné des pertes extrêmement importantes pour les deux parties. Aujourd'hui, c'est une ville fantôme qui ne compte plus que des ruines.

Les Roms de Voughledar étaient bien intégré·es dans la population locale, iels sont éduqués et relativement prospères. Certains dirigeaient même leurs propres petites entreprises.

Rada Kalandiia, son mari Edvard, un Géorgien qui a fui l'Abkhazie, leur fille de 15 ans et d'autres membres de sa famille ont fui Voughledar pour Moukatchevo avec ce groupe.

Le père de Rada s'est engagé toute sa vie pour les droits des Roms dans le Donbass et Rada poursuit cet engagement. À son arrivée en Transcarpatie, elle a été choquée par les conditions de vie des Roms locaux. «*Pour moi, il était inimaginable que des Roms vivent ainsi au 21^e siècle. On se croirait au 15^e siècle!*»

Avec le soutien de l'organisation ukrainienne de femmes roms *Chirikli*, dont elle fait partie, et d'une organisation tchèque, elle a pu louer un bâtiment assez grand². Rada poursuit une stratégie claire pour sortir peu à peu les habitant·es de ce bidonville du cercle vicieux de la misère. La plupart des Roms sont analphabètes. Rada n'a aucun espoir d'influer sur les adultes, elle compte sur la formation et l'éducation des enfants. La plupart n'ont jamais été à l'école et ne connaissent pas non plus les règles élémentaires d'hygiène. La collaboratrice de Rada, la juriste Tetiana, n'est pas rom, mais issue de la minorité juive hongroise de Moukatchevo. Elle raconte que des enfants de dix ans sont effrayés et se cachent de l'eau lorsqu'ils prennent une douche pour la première fois de leur vie. Au centre *Romodrom*, en bordure du ghetto, les enfants apprennent donc aussi ce qu'est un peigne et qu'il est utile de connaître l'heure et le jour de la semaine. Un autre problème est que ces Roms ont «oublié» leur langue d'origine. Beaucoup d'entre elles et eux ne parlent que le hongrois, ce qui pose évidemment un problème lors des démarches administratives, chez le médecin et éventuellement lors de la recherche d'un emploi.

Pour relever les défis de la misère du ghetto Rom de Moukatchevo, il faut beaucoup de courage et une confiance inébranlable, et peut-être plus important encore, une grande affection pour ces personnes. C'est tout cela que l'on ressent très clairement lors de la visite commune, mais aussi la dose de réalisme nécessaire. La tuberculose et la faim sont très répandues. Tout comme l'usure, pratiquée sans vergogne par les Roms plus riches envers les plus pauvres. Les microcrédits de 1000 hryvnia, la monnaie ukrainienne (23€) doivent être remboursés au bout d'un mois avec 1800 hryvnia. Iels laissent en gage leur passeport ou leur acte de naissance, sans lesquels les familles nombreuses ne peuvent pas recevoir l'aide sociale de l'État.

Afin de motiver les parents à envoyer leurs enfants à l'école l'après-midi pour qu'ils apprennent à lire, à écrire et à compter, *Chirikli* distribue, dans la mesure du possible, de l'aide humanitaire, de la nourriture et des produits d'hygiène. Iels ont ainsi gagné la confiance des familles et nous avons vu des garçons et des filles qui prenaient manifestement plaisir à écrire leurs devoirs dans leurs cahiers au centre *Romodrom*. Une enseignante de l'école publique voisine vient tous les jours au centre pour cela. Gaspar, un bénévole rom relativement aisé, collecte des denrées alimentaires et prépare, au moins une fois par mois, un énorme chaudron de *bograch*, la variante locale du *goulasch* hongrois, pour jusqu'à 1000 personnes.

L'équipe de *Chirikli* aide également les Roms de Moukatchevo à lutter contre la discrimination. Sans le soutien d'une personne

instruite, il est très difficile d'obtenir par exemple un passeport, un certificat de mariage ou de naissance, et des pots-de-vin sont souvent exigés de manière illégale. De même, l'accès aux services de santé municipaux est très limité. D'autre part, les Roms n'ont généralement aucune idée de leurs droits en tant que citoyens et citoyennes d'Ukraine.

D'autres problèmes des Roms sont faits maison. Par tradition, les filles se marient alors qu'elles sont à peine pubères et ont leurs premiers enfants à l'adolescence. Les moyens de contraception ne sont guère répandus, même pour les adultes, et de nombreux hommes les refusent. Rada Kalandiia a déjà identifié plusieurs dizaines de femmes qui souhaitent se faire aider à ce sujet, pas toutes au su de leur mari.

Les perspectives

Nous partageons la conviction de Rada Kalandiia selon laquelle l'aide aux Roms de Transcarpatie ne devrait pas être gérée et distribuée par des organisations extérieures. Le Forum Civique Européen a déjà spontanément soutenu *Chirikli* pour la création d'un petit centre pour femmes. Outre un soutien matériel, une pression massive sur les autorités est également nécessaire pour briser la discrimination des Roms.

Jürgen Kräftner
membre FCE - Ukraine

1. *Tabor* veut simplement dire «camp», mais en Ukraine, ce terme désigne clairement un campement de Roms.

2. Cette location est toutefois fragile, car l'organisation tchèque ne souhaite pas s'engager à long terme.

guerre. Un enseignement à distance, une spécialisation minimale – une vie en ligne. À cela s'ajoutent des parents épuisés qui n'ont pas toujours les ressources nécessaires pour comprendre et soutenir émotionnellement leurs enfants.

Projets dans la maison d'hôtes

Depuis 2019, lorsque Nailya Ibragimova qui vivait auparavant dans l'Est, dans la région de Louhansk, a rejoint l'équipe de Longo maï à Nijnié Selichtché et a commencé à collaborer avec le Forum Civique Européen, notre équipe organise régulièrement des camps pour les enfants des zones de front dans les locaux de la maison d'hôtes Sargo-Rigo. Cette maison à Nijnié Selichtché nous sert pour différents projets avec les réfugié·es – enfants et adultes des zones de guerre – et est un projet collectif de villageois·es.

Après une rencontre avec deux jeunes femmes engagées de Donetsk, Marharyta Kurbanova et Mariya Surzhenko¹, le FCE a commencé à soutenir le travail de l'ONG *Base UA* et en particulier les camps d'expression artistique *Horitsvit* (Adonis de printemps) pour les jeunes de 13 à 16 ans. Il s'agit de camps pour 18 participant·es, qui durent de 10 à 14 jours, au cours desquels les jeunes, avec l'aide de formateur/trices et de mentors ouverts et très proactifs, s'immergent dans une autre réalité qui leur permet de parler de sujets qui les concernent, de révéler leurs forces et leurs faiblesses à travers l'art, de se faire de nouveaux et nouvelles ami·es et de développer un sentiment de confiance en soi.

Grâce au théâtre, au chant, au mime, aux arts plastiques, à la peinture, à la danse, mais aussi à beaucoup d'activités physiques dans la nature, ces jeunes, pour la plupart traumatisé·es, peuvent exprimer leurs sentiments, qu'ils cachent dans la plupart des cas à leurs parents. L'équipe des camps artistiques de *Horitsvit* tiendra son 14^e camp en février. Ces camps se déroulent, selon la saison, dans différents endroits de Transcarpatie.

Comment ça marche?

Pour participer à un camp, il faut envoyer un formulaire de candidature; à chaque fois, il y a beaucoup plus de jeunes qui postulent que de places disponibles. Les camps sont entièrement gratuits pour les participant·es, des adolescent·es issu·es de régions touchées directement par la guerre. Le soutien du Forum Civique Européen et d'autres organisations est donc très précieux. Et les réactions des enfants et de leurs parents, après avoir visité le camp, indiquent clairement que l'expérience d'être dans un camp d'expression artistique dans un endroit sûr leur donne de l'élan et de l'espoir pour leurs projets futurs et leur donne le sentiment d'être soutenu·es par des adultes ayant vécu des expériences similaires. Être loin du front, à l'abri des armes russes, est bien évidemment un élément indispensable pour réussir le pari que se donnent les initiatrices des camps.

UKRAINE

Soutien émotionnel par l'art et la thérapie

Depuis 2023, nous soutenons activement l'organisation d'Art-Camps en Transcarpatie. Il s'agit de camps de jeunes au cours desquels les enfants et les adolescent·es peuvent se rencontrer et s'exprimer librement par le biais de différentes formes d'art. Les jeunes aiment ces rencontres, se sentent compris·es et renforcé·es, nouent de nouvelles amitiés et gagnent en résilience, ce qui leur est vital.

Au cours des bientôt onze années qui se sont écoulées depuis le début des hostilités dans les régions de l'est et du sud de l'Ukraine, les conditions de vie ont considérablement changé pour la jeune génération. Des jeunes gens conscientisés des oblasts de Donetsk et de Louhansk, qui ne voyaient pas leur avenir sous l'occupation russe, ont quitté la région dès 2014. Pour ces personnes, les souvenirs de leur enfance et de leur jeunesse dans le Donbass sont très précieux.

Pour les dizaines de milliers de jeunes qui continuent de vivre dans les régions d'Ukraine où la vie est menacée, la décision de rester n'est pas une décision personnelle. Elle est prise en fonction d'une série de circonstances qui dépendent de la situation familiale et financière. De plus, leurs parents ne sont pas toujours prêts à commencer une nouvelle vie sans aucune certitude de stabilité et de sécurité dans un nouvel endroit. Ces jeunes continuent à vivre dans les conditions que leur dicte la

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Février 2025 - Nr. 344 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org



Art-camp d'avril 2023, photo Anna Kyshynska

En plus des camps Horitsvit, l'équipe du FCE en Ukraine, en collaboration avec la coopérative Longo maï et des villageois·es de Nijnié Selichtché, organise des camps thérapeutiques au gîte Sargo-Rigo, auxquels participent, selon l'orientation du camp, différents groupes d'enfants et différents animateur/trices. Cette année, nous avons prévu quatre camps de ce type:

- un camp pour les mères avec des enfants en bas âge nées en 2022 et 2023
- un camp d'expression artistique pour les jeunes de 13 à 16 ans
- un camp de théâtre pour les adolescents (entre 13 et 18 ans)
- un camp axé sur la photographie et la vidéo pour les jeunes.

Nous reparlerons avec plaisir de ces camps dans *Archipel*.

Séminaire sur la santé mentale en Ukraine

En Ukraine, de très nombreux adultes sont également traumatisés·es. Des millions de femmes, d'hommes et d'enfants vivent au quotidien avec les répercussions psychologiques de la guerre. La fatigue, les souffrances, la perte de proches, les difficultés de la vie quotidienne ainsi que l'incertitude face à l'agression russe rongent les esprits. Mais, comme souvent lors de conflits armés, l'aide psychologique et le soutien aux personnes en souffrance ne figurent pas parmi les priorités – avec des centaines de blessés·es au front chaque jour, il y a toujours plus urgent. Tout le monde en Ukraine est néanmoins bien conscient que, quelle que soit l'issue du conflit armé, des millions de personnes auront besoin d'aide pour pouvoir reconstruire un avenir.

Même si un certain nombre d'initiatives étatiques existent, le domaine de la santé mentale n'est pas une priorité pour les pouvoirs publics en Ukraine. Dans les régions rurales telles que la Transcarpatie, où le Forum Civique Européen est présent depuis plus de vingt ans, il persiste aussi une forte méfiance face au secteur psychiatrique, considéré encore comme fortement hiérarchique et autoritaire. La tendance de la bureaucratie et du système psychiatrique, par le passé plutôt du côté de l'enfermement et du contrôle, n'a pas totalement disparu.

Heureusement il existe aussi de nombreuses initiatives privées et associatives. C'est dans ce cadre-là que le FCE organise ce printemps, pour la deuxième fois, un séminaire sur la santé mentale à Nijnié Selichtché. Nous souhaitons proposer aux différents groupes de professionnel·les qui sont en contact avec des personnes impactées par la guerre actuelle en

Ukraine un espace de réflexion, de formation et de ressourcement. Cet atelier sera animé par des ami·es psychologues et psychiatres suisses et françaises qui ont une solide expérience de travail, tant avec des réfugiés·es qu'en zone de guerre. Les participant·es au stage seront accueilli·es par des bénévoles ukrainien·nes qui travaillent avec des réfugiés·es, des psychologues qui accompagnent des personnes en difficulté et des médecins généralistes et psychiatres de Transcarpatie qui sont confrontés·es à de nombreuses personnes traumatisées.

Nous espérons ainsi créer des espaces de supervision et d'accompagnement professionnels qui pourront par la suite se poursuivre en ligne, ainsi qu'augmenter le nombre de personnes ressources sur place.

Olha Zubyk et Paul Braun
Membres FCE

1. Voir *Archipel* N°331, décembre 2023: «Ukraine: Camps d'art pour les enfants traumatisés·es par la guerre», Marharyta Kurbanova et Mariya Surzhenko.

FRANCE/MIGRATIONS

La Commémor'Action dans le contexte briançonnais

Le 6 février 2014, plus de 200 personnes, parties des côtes marocaines, tentaient d'accéder à la nage à l'enclave espagnole de Ceuta. Alors qu'elles n'étaient plus qu'à quelques dizaines de mètres de la plage du Tarajal, la Guardia Civil avait utilisé du matériel antiémeute pour les empêcher d'arriver en «terre espagnole». Ni la Guardia Civil, ni les militaires marocains présents n'avaient porté secours aux personnes qui se noyaient sous leurs yeux. Quinze corps ont été retrouvés côté espagnol, des dizaines d'autres ont disparu, les survivant·es ont été refoulés, certain·es ont péri côté marocain.

Depuis, tous les ans à cette date et à l'initiative des familles de disparu·es, est célébrée ce qu'elles ont appelé une *Commémor'Action*¹. Pour entretenir le souvenir de leurs proches, pour demander justice et réparation, et affirmer leur détermination à lutter pour que les politiques migratoires des pays riches cessent de tuer des milliers de personnes.

Dans le monde

Le 6 février 2024, de nombreuses villes d'Europe, d'Afrique, et jusqu'à la frontière entre les USA et le Mexique, avaient organisé une *Commémor'Action*. Au total, pour marquer le dixième anniversaire de la *Commémor'Action*, 55 événements dans 17 pays ont été répertoriés en 2024. Les naufrages, entre autres du 13 juin 2023 au large de Pylos en Grèce (plus de 600 morts) ou du 26 février 2023 au large de Cutro dans le sud de l'Italie où ont péri une centaine de personnes, ceux dans la Manche ou au large

des Canaries, les disparitions dans le désert qui se comptent par milliers, engagent de plus en plus de personnes solidaires aux côtés de ces familles, et pas seulement dans les territoires frontaliers.

À Briançon

À la frontière franco-italienne dans les Alpes où 12 personnes sont mortes ou disparues depuis 2018, nous avons marqué cet anniversaire par 10 jours de débats, échanges et partages d'informations, rassemblement d'hommage, soirées théâtre et concert, et construction d'un mémorial: des centaines de personnes se sont mobilisées durant des temps différents et complémentaires. Cette cohésion des différents acteur/trices de la solidarité renforce notre détermination à faire du Briançonnais un territoire accueillant, riche de la diversité des approches et des modes d'action de ses habitant·es. C'est aussi une réponse claire aux tentatives du

Maire de nous diviser en établissant une distinction entre les associations reconnues et les collectifs plus informels, entre les «bons humanitaires» et les «dangereux No Borders».

Nous pouvions aussi nourrir un nouvel espoir: le Conseil d'État et la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) venaient, par une décision du 4 février 2024 et après des années de procédures, de déclarer illégales les procédures de refus d'entrée aux frontières intérieures. Nous pensions alors voir la fin des mort-es, des blessé-es, des traumatisé-es sur notre territoire de montagne, qui devenait lui aussi, à une échelle beaucoup plus réduite, un cimetière au même titre que la mer et le désert. Et de fait, pendant près de 9 mois, les pratiques ont changé: les personnes étaient arrêtées, et relâchées après avoir donné leurs identités, pays d'origine et empreintes, même si leur droit à demander l'asile n'était toujours pas respecté, en leur refusant l'accès à un interprète, en bâclant les procédures et en ne les informant pas sur leurs droits en la matière. Nous soulignons d'ailleurs que pendant cette période, il y a eu moins de blessé-es, mais pas plus d'arrivées que les années précédentes, ce qui contredit la fameuse théorie de l'appel d'air. Et à ceux qui nous reprochent d'inciter les exilé-es à passer par Briançon au prétexte qu'il y a un accueil solidaire du territoire, nous rappelons que les passages sont aussi nombreux à Modane et Vintimille, où il n'y a pas de structure équivalente au Refuge Solidaire.

Le répit n'aura duré que quelques mois

Car c'était sans compter la volonté d'«*harmonisation des pratiques*», qui au lieu de faire respecter aux autres frontières intérieures les décisions du Conseil d'État et de la CJUE, a conduit les forces de l'ordre à reprendre à Briançon les refus d'entrée qui n'avaient jamais cessé aux autres points de passage. Les exilé-es sont de nouveau contraint-es de passer par des itinéraires éloignés et dangereux, de nuit et dans la neige, loin des contrôles de la Police de l'Air et des Frontières. Ce n'est pas la montagne en elle-même, ni les mauvaises conditions météorologiques, ni des prises de risques inconsidérées qui les mettent en danger, ce sont bien les pratiques des forces de l'ordre, téléguidées par des politiques migratoires de plus en plus répressives. Aujourd'hui nous craignons de nouveau des accidents, et nous avons repris les maraudes en montagne. À ce sujet, nous rappelons que nous ne faisons «passer» personne, tous ceux et celles qui arrivent ont déjà traversé le désert, la mer, ont été torturé-es, violé-es sur la route et en particulier en Lybie, ont déjà franchi bien d'autres frontières en toute autonomie, et n'ont besoin de personne pour continuer avec la force et la détermination qui les ont porté-es jusque-là. Nous appliquons les règles de réduction des

risques, nous essayons de les trouver dans la montagne avant qu'ils ne meurent de froid, se perdent ou tombent d'une barre rocheuse. C'est la plus élémentaire solidarité d'un territoire, comme elle doit se pratiquer en montagne, dans le désert et en mer.

C'était sans compter non plus avec l'hostilité du maire de Briançon, qui le lendemain même de la *Commémor'Action* faisait voter en conseil municipal l'achat d'un véhicule 4X4 pour le mettre gracieusement à disposition de la Police de l'Air et des Frontières, comme si cette dernière manquait de moyens. Il décide donc de consacrer une partie des finances municipales à la «protection» de la frontière alors qu'elle ne traverse même pas le territoire communal. Pourtant, chaque fois que nous le sollicitons, il nous rappelle que la politique migratoire et l'hébergement d'urgence relèvent uniquement de la compétence de l'État.

Le Mémorial, construit à proximité du pont d'Asfeld qui enjambe la Durance où s'était noyé le dernier disparu, a été visité, fleuri, défendu par de très nombreuses personnes². C'était un cairn, petite pyramide de pierres qui sert habituellement à se repérer en montagne, surmonté d'une sculpture en bois gravée «*Mémorial aux mort-es des frontières*», et entouré de 12 plaques commémoratives portant les prénoms et dates de naissance et de décès de chaque personne disparue à nos portes. Au bout de deux mois, la mairie l'a fait détruire par les services techniques, au prétexte que nous n'avions pas demandé d'autorisation. Que penserait-on de la destruction d'un monument aux morts par un groupe d'une quelconque obédience? Les sentiers de montagne, les bords de route sont parsemés de petits monuments en souvenir de ceux et celles qui sont décédé-es à cet endroit, sans que personne ne songe à les en faire disparaître. Est-ce que certaines vies ont plus de valeur et ont droit à plus de respect que d'autres? Ou est-ce que l'inscription qui rappelle la responsabilité des États dans ces drames était trop dérangeante?

Mort-es des frontières

Nous soulignons d'ailleurs le terme mort-es des frontières, et pas seulement aux frontières, parce qu'à ceux et celles qui ont perdu la vie au cours du voyage, on pourrait ajouter les mort-es par suicide ou défaut de soins dans les centres de détention ou dans les camps aménagés pour les parquer, et toutes les victimes des crimes racistes et xénophobes. Car les discours de plus en plus décomplexés au plus haut niveau de l'État, les gouvernements européens qui laissent sciemment périr en mer ou dans le désert des milliers de personnes, qui alimentent la peur de l'«étranger» à des fins électoralistes, légitiment les agressions racistes de plus en plus violentes et participent à la montée en puissance des extrêmes droites. Il faut

aussi mentionner tous·tes ceux et celles qui ont perdu un enfant, un frère, une mère, un ami sous leurs yeux, parfois plusieurs, et qui se retrouvent vivant·es certes, mais amputé·es de leurs proches et traumatisé·es à jamais.

Le 6 février 2025, nous reconstruirons le cairn, la sculpture en bois et les plaques commémoratives que nous avons pu conserver y seront scellées, et il sera exposé dans un lieu public où il pourra de nouveau être visité et fleuri par des centaines de personnes, de passage ou venues exprès. Car s'ils y ont laissé leur vie, ce territoire est aussi un terrain de jeu, été comme hiver, pour des centaines de vacancier·es qui franchissent allègrement la frontière plusieurs fois par jour, à ski, en VTT ou à pied, sans être aucunement inquiété·es. Au nom de quoi?

La station de Montgenèvre, fière de ses pistes transfrontalières, devrait aussi être le théâtre d'épreuves alpines lors des JO d'hiver de 2030. On attend de savoir sur quels critères la PAF choisira de contrôler telle ou telle personne pendant cette période... Ces pistes de ski et sentiers de randonnées, balisés pour les promeneur·euses, le sont aussi par des solidaires pour indiquer la bonne direction à prendre et rejoindre la vallée. Les exilé-es laissent volontairement des traces de leur passage, sous forme de vêtements «abandonnés», pour guider celles et ceux qui passeront par la suite. Les marques reconnaissables mises en place par les solidaires sont systématiquement effacées par on ne sait qui, mais inlassablement reconstituées. Et les vêtements qui semblent éparpillés sont ramassés au prétexte de «nettoyer» la montagne, non sans pester contre ces gens qui ne respectent rien. On peut le comprendre, mais ces quelques morceaux de tissu polluent beaucoup moins que les 4X4 et autres motoneiges utilisés par les forces de l'ordre pour traquer les exilé-es toujours plus loin et plus haut (on n'est pas loin de la devise des JO...). L'effacement de leurs traces participe plutôt, peut-être inconsciemment, à leur invisibilisation, et à rendre possible le déni des drames humains qui se jouent à nos portes.

Visibiliser la réalité

C'est bien pour cette raison que, toutes tendances confondues et unies dans un même objectif, nous continuons à héberger, soigner, recueillir des témoignages, documenter les violations de droit, tenter des recours en justice. Pour rendre visible cette réalité: les frontières tuent, et nous ne pouvons nous y résoudre. C'est le sens de la *Commémor'Action*, rendre hommage aux disparu·es et lutter au quotidien pour que chaque personne, d'où qu'elle vienne, puisse circuler librement à égalité avec les ressortissant·es des pays riches.

Le Briançonnais peut et doit être et rester un territoire d'accueil. Nous nous y engageons, collectivement. Le combat du village de Riace en Calabre et de son maire emblématique Mimmo Lucano, aujourd'hui député européen, nous en donne un exemple. Et les nombreux soutiens que nous recevons nous y obligent. Qu'ils en soient ici remerciés.

Anne Gautier
Tous Migrants, Médecins du Monde

1. Toutes les informations sur le site <commemoraction.net>.
2. Voir la tribune parue dans *l'Humanité* le 6 février 2024: «Hommage à celles et ceux qui ont eu le courage de fuir: ne laissons pas notre idéal européen mourir aux frontières» <<https://www.humanite.fr/>>

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°. à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Renverser, pas dresser...

... Contre la glorification de la colonisation en Lorraine. En dépit de critiques massives, la commune de Toul (Meurthe-et-Moselle) a fait ériger le 24 octobre dernier une réplique en bronze de 2,50 mètres de haut du général Marcel Bigeard «dans ses meilleures années».

Le 11 janvier dernier, environ 250 personnes ont réagi par une manifestation à cette glorification anachronique du général accusé de torture. Si pour certain·es, il s'agit de rendre hommage à un «*enfant glorieux de la commune*», pour beaucoup, cette installation est une gifle aux descendant·es et aux personnes touchées par la politique coloniale sanglante de la France, en Afrique du Nord et ailleurs. L'érection de la sculpture de Bigeard, plus grande que nature, soulève de nombreuses questions sur la place actuelle de la pensée impérialiste au sein de la société française.

Le colonialisme glorifié à demi-mot

Après le décès du général à un âge avancé en 2010, des proches avaient lancé une fondation en mémoire du soi-disant héros de guerre. Le sculpteur Boris Lejeune – connu jusqu'à Saint-Petersbourg pour ses «délits artistiques»¹ – avait coulé pour le compte du groupe une statue de 2,5 m de haut, qui était entreposée depuis des années dans une caserne du 516^e régiment du train de Toul et qui avait été offerte à la ville. Les opposant·es à la statue craignent que Toul ne devienne une capitale de pèlerinage pour les nostalgiques de la droite. Iels accusent Bigeard d'avoir eu recours à la torture et d'avoir inventé les «*crevettes Bigeard*»², horrible pratique pendant la guerre d'Algérie qui consistait à jeter les opposant·es ligoté·es et les pieds bétonnés dans la Méditerranée.

Après plusieurs décisions du conseil municipal, l'inauguration, très discrète, a eu lieu par une journée d'automne brumeuse. Il n'y a pas eu d'annonces officielles sur l'érection prochaine du monument – le risque que les côtés sombres de Marcel Bigeard soient mis en lumière semblait trop grand. Une absence totale de faste, au-delà d'une «Marseillaise» chantée en petit comité, ressemble à la tentative de normaliser en catimini une politique commémorative redoutable.

La commune dirigée par le maire socialiste Alde Harmand tente d'esquiver la contradiction entre l'historicisation publique et l'embellissement de l'époque coloniale d'une part, et le besoin évident de justice d'autre part. Les «camarades socialistes» du PS ont donc été totalement absent·es des protestations contre la statue. Fin 2011, la pression publique avait empêché que les cendres du général soient transférées de Fréjus aux Invalides. À l'époque, de nombreuses personnalités de gauche s'étaient élevées contre tout hommage public.

Un mal nécessaire?

Le très décoré général faisait figure de «soldat modèle» au milieu du siècle dernier, il était célèbre pour son engagement dans la Résistance française et les «exploits» qui

avaient suivi dans les territoires français d'outre-mer, comme la «bataille de Điện Biên Phủ» perdue. Pendant la guerre d'Algérie (1954-1962), il avait dirigé le 3^e régiment de parachutistes coloniaux (RPC). Avec les mots «*je ne regrette rien*», Bigeard a défendu la pratique de la torture des paras français jusqu'à un âge avancé comme un «*mal nécessaire*».

Même s'il devait toujours nier sa propre participation, la torture était pour lui une «*mission ordonnée par le pouvoir politique*». C'était sans doute aussi le cas des «centres d'entraînement à la pacification et à la contre-guérilla» (CIPCG) en Algérie, mis en place par des militaires et des services de renseignement français et inspirés de la «contre-insurrection» américaine, que fréquentait le tristement célèbre général.

La contestation malgré tout

À Toul, la protestation contre cette glorification coloniale est organisée en premier lieu par le collectif «Histoire et Mémoire dans le Respect des Droits humains». Quelques autres groupes humanitaires et antifascistes de la région se sont joints à la manifestation qui s'est rassemblée à la gare par un froid hivernal ce samedi après-midi de début janvier. Même si, au grand regret de tous·tes, la participation au rassemblement est restée très limitée, et grâce à une demi-douzaine de discours, de slogans forts et d'actions symboliques, le cortège étendu et bardé de drapeaux colorés a pu attirer l'attention dans cette commune de plus de 15.000 habitant·es située sur les bords de la Moselle.

Pour Farès Ben Mena de l'organisation anticoloniale «Survie»³, la mobilisation relativement faible est l'expression d'un «*manque de prise de conscience des contradictions (post) coloniales dans la société française*». Il s'agit pour l'initiative de «*s'adresser à la population et d'encourager l'esprit critique*» par différentes interventions. En outre, «*ni la guerre d'Algérie ni l'exploitation de nombreux autres pays d'Afrique ne font l'objet d'un travail de mémoire. Rien n'est soldé*». C'est aussi pour revendiquer cela que la mobilisation et le travail continu des groupes locaux sont importants.

Pas de consensus en vue

La manifestation a été l'occasion pour de nombreuses initiatives de personnes concernées et collectifs anticolonialistes et anticoloniaux d'informer sur ces dysfonctionnements. Dans l'espoir de trouver ainsi d'autres mili-

tant·es et de visibiliser les dangers de la glorification de la colonisation. D'un autre côté, le sentiment reste que le rejet de la statue est loin de faire consensus à Toul. En témoignent par exemple des passant·es portant des casquettes de parachutiste aux abords du cortège ou la poignée de néonazis qui «protégeaient» le parc avec la statue au début de la manifestation.

Au-delà des protestations symboliques contre la glorification du passé et du présent de la «Grande Nation», les coupables vieillissants de l'époque coloniale devraient se sentir en sécurité, du moins en ce qui concerne l'Algérie. Trois lois d'amnistie empêchent jusqu'à présent de juger les tortionnaires à la retraite. Autant de raisons de se sentir impuissant·es face à cet étalage de fantasmes militaristes de grande puissance. Plusieurs participant·es à l'assemblée ont exprimé le souhait que de tels monuments soient «renversés, plutôt que dressés». «*Il y a un port juste à côté*», murmurait une manifestante.

Mais cette fois, le cortège s'est terminé au pied de la statue sans incident notable.

Luc Skaille

1. Vendredi 13 octobre 2023, un monument à Jeanne d'Arc créé par le sculpteur franco-russe (né à Kyiv!) a été inauguré à Saint-Petersbourg, à un emplacement prestigieux dans le cœur historique de la ville qu'est le quartier de l'Amirauté. La cérémonie s'est tenue en présence des membres des associations françaises «*Les amis de Jeanne d'Arc*» et «*Notre-Dame de Bermont*». La statue intitulée «*Va, Fille de Dieu, va!*» exprime la vocation de Jeanne pour la défense de la Foi et de la Patrie, et apporte un message de paix pour les peuples (sic).
2. Technique sordide surnommée ainsi par les Algérien·es.
3. <<https://survie.org/>>

Si vous, chers lecteurs et lectrices, n'avez pas entendu le courageux sermon de l'évêque américaine Mariann Budde lors du service interreligieux d'action de grâce en l'honneur du nouveau président des États-Unis d'Amérique dans la cathédrale nationale de Washington, je ne peux que vous le recommander vivement, à tous, croyant·es, athées ou agnostiques.

Mariann Budde a demandé à Trump d'avoir de la compassion pour les «*gens de notre pays qui ont maintenant peur*». Dans les familles américaines – démocrates et républicaines – il y a «*des enfants gays, lesbiens et transgenres; certain·es craignant pour leur vie*».

Des enfants qui ont peur que leurs parents leur soient enlevés lors des expulsions prévues. Les sans-papiers ne sont pas des criminels, mais des voisins. «*Nous étions tous autrefois des étrangers dans ce pays*».

Trump a bien sûr réagi avec piquant à ce sermon et a fait savoir qu'à l'avenir, les personnes sans papiers pourraient également être arrêtées dans les écoles et les églises. (Le prédécesseur de Trump, Joe Biden, l'avait interdit).

Les expulsions massives (sur la base d'une «liste de déportation») auront déjà commencé au moment où vous lirez ces lignes.

Espérons que beaucoup de personnes se montreront aussi courageuses que Mme Budde, afin de former un mouvement de résistance contre la politique fasciste de Trump, Musk et consorts !

Constanze Warta

Le Rojava en sursis après la chute de Bachar Al-Assad

Après l'euphorie de la chute du dictateur, la région autonome du nord-est syrien est plongée dans l'inconnu. Son autonomie et son système politique sont menacés par le changement de régime et les combats qui continuent.

Un vent de liberté souffle sur la Syrie après cinq décennies de dictature sous le régime Assad père, puis fils. Treize ans de combats, 6 millions de réfugiés et 7 millions de déplacés internes (sur une population de 21 millions) en auront été le colossal tribut. Mais depuis la chute de Bachar Al-Assad le 8 décembre 2024, l'heure est à la liesse: des familles séparées par la guerre sont réunies, des prisons libérées, des disparus retrouvés. Pour d'autres, c'est la détresse qui prime à l'heure d'ouvrir les fosses communes et de dresser le bilan terrifiant de la politique d'extermination pratiquée par le régime contre ses opposants.

Dans la région autonome du nord-est syrien, où résident 4 millions d'habitants et l'essentiel de la population kurde du pays, l'euphorie de la chute d'Assad est teintée d'angoisse. «*Depuis plus de 25 jours, des centaines d'obus traversent le ciel de notre village chaque jour*», nous raconte Abu Dalshir¹ au téléphone, la voix étranglée par la peur. Son village est sous le feu des groupuscules armés soutenus par la Turquie², qui profitent de la chute d'Assad pour avancer vers l'est de la Syrie. Pour Abu Dalshir, il n'y a aucun doute: «*Ces attaques visent à chasser les Kurdes de leur zone*.» Sa peur est largement partagée dans la région autonome du nord-est syrien – plus connue sous le nom de Rojava³ – qui s'étend des frontières de la Syrie avec l'Irak et la Turquie jusqu'aux rives de l'Euphrate.

Tout au long de la guerre civile, cette région habitée par une mosaïque de communautés (arabes, kurdes, syriaques, arméniennes, ou encore yézidiennes) a profité de l'affaiblissement militaire du régime Assad pour lui arracher une autonomie croissante, avec un mode de gouvernance démocratique très particulier. Mais cette expérience d'autogestion semble plus que jamais en sursis.

Depuis 2013, le nord-est de la Syrie est gouverné par l'Administration autonome du nord-est syrien (AANES) selon un modèle original de démocratie décentralisée, le confédéralisme démocratique. Sous ce modèle, conçu pour garantir un maximum d'autonomie à chacune des communautés de la zone, le territoire est divisé en «communes» qui s'autogèrent localement. Les postes clés sont occupés par un binôme homme-femme, assurant ainsi une parité représentative.

Une reconnaissance pour les Kurdes et les minorités

Sous l'égide de l'Administration autonome, le nord-est syrien a développé son propre système de lois et son cursus scolaire. Il est devenu la seule région du pays où le kurde et le néo-araméen sont reconnus langues officielles aux côtés de l'arabe, une véritable révolution dans un pays où 120.000 Kurdes avaient été déchus de leur nationalité par l'état syrien en 1962.

Ce système démocratique a été développé par Abdullah Öcalan, l'un des dirigeants emprisonnés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – une guérilla kurde, marxiste-léniniste à ses débuts, née en Turquie. Le PKK a exercé une influence militaire considérable dans le nord-est syrien pendant la guerre civile – depuis 2011 jusqu'à aujourd'hui – et contribué à la création de l'Administration autonome. Ce qui explique l'attitude hostile d'Ankara vis-à-vis du territoire syrien autonome: selon la Turquie, il constitue une base arrière du PKK et une menace pour sa sécurité.

Pour le régime d'Erdoğan, c'est aussi un territoire d'expérimentation où le PKK met en application certaines de ses idées politiques – au risque d'alimenter un imaginaire autonomiste chez les Kurdes de Turquie. Ankara bombarde régulièrement les positions des Forces démocratiques syriennes, la branche armée de l'Administration autonome, ainsi que son territoire.

Aujourd'hui, l'autonomie du nord-est syrien est plus que jamais menacée. D'abord sur le plan militaire: parmi les factions armées qui ont combattu Assad tout au long de la guerre, certaines sont soutenues financièrement et militairement par Ankara. Or, ces mêmes factions profitent désormais de la déroute du régime pour avancer en direction du nord-est. Début janvier, elles assiégeaient Kobané, ville-martyre sauvée in extremis de Daech par les combattants kurdes en 2015.

Sur le plan politique, ensuite, la région autonome fait face à une pression très forte pour réintégrer une Syrie unifiée. Nouveau maître de Damas depuis la chute d'Assad, le chef du groupe Hayat Tahrir al-Sham (HTS)⁴, Ahmad al-Sharaa, souhaite réunifier au plus vite les factions militaires du pays. «*Ce nouveau gouvernement est plus légitime que le régime d'Assad*», explique Thomas Schmidinger, politologue, professeur à l'université de Vienne et auteur de plusieurs livres sur l'histoire kurde. «*L'AANES fait donc face à plus de pression pour réintégrer la Syrie*.» Mais l'histoire des relations entre l'administration autonome et HTS ainsi que ses alliés depuis le début de la guerre civile est tumultueuse.

De nombreux révolutionnaires qui ont combattu le régime Assad reprochent aux Kurdes d'avoir collaboré avec lui pendant la guerre: à partir de 2013, il leur a abandonné de nombreuses positions au nord-est pour concentrer



Peinture Akram Al Halabi

ses forces contre les rebelles dans le centre du pays. À de multiples reprises, l'Administration autonome a ensuite dû se rapprocher du régime syrien ou de ses alliés pour assurer sa survie face à la pression d'Ankara. Et si la communication avec HTS a été un peu meilleure avec la chute du régime – au grand dam de la Turquie et de ses supplétifs militaires – les deux entités n'ont pas pour autant d'objectifs politiques similaires.

Révoltes internes

Enfin, l'Administration autonome est confrontée au risque de révoltes en interne, car son bilan après une décennie de pouvoir est plus que mitigé. Certes, la représentation des femmes et les droits des minorités ont incontestablement progressé grâce au confédéralisme démocratique. Mais derrière *«les structures politiques officielles de l'AANES [qui] suivent bien le modèle confédéraliste, ce n'est pas nécessairement le cas des autres centres du pouvoir – économique ou militaire»*, explique Thomas Schmidinger.

Plus que le gouvernement autonome, ce sont les cadres du parti dominant et le commandement des Forces démocratiques syriennes qui tranchent sur les sujets clés. Or, ces dernières ont commis des exactions pendant la guerre contre des opposants, des journalistes et des civils (notamment la confiscation de leurs biens).

Face à ces dérives, un ressentiment palpable s'est installé notamment dans les zones arabes de la province de Raqqa ou Deir ez-Zor, où certaines tribus se sont révoltées à plusieurs reprises contre l'Administration autonome.

Le groupe HTS compte désormais lancer un «dialogue national» pour rédiger une nouvelle constitution. L'Administration autonome souhaite y participer, déclare Leila Karaman, coprésidente du plus haut organe politique de l'AANES: *«Nous sommes pour le dialogue entre les Syriens, avec les pays voisins, avec tous les partis politiques et les forces en présence, avec le gouvernement intérimaire de Damas.»*

Les Kurdes et leurs alliés comptent y défendre un modèle fédéral pour le pays: *«Nous avons fait l'expérience d'un État central totalitaire sous le régime baathiste. Pendant plus de 60 ans, les minorités non-Arabes ont été exclues et marginalisées»*, argumente Sanharib Barsoum, coprésident du Parti d'union syriaque, membre de l'Administration autonome. *«Un État fédéral serait le plus approprié pour garantir les droits de toutes les communautés dans toutes les régions.»*

Pour nombre d'habitants du nord-est, il est hors de question d'abandonner l'autonomie si chèrement acquise. Même si, comme le rappelle Thomas Schmidinger, l'Administration autonome n'a jamais cherché à obtenir l'indépendance: *«Ils ont toujours considéré qu'ils faisaient partie de la Syrie.»*

Mais les Kurdes et leurs alliés craignent de passer sous le contrôle de groupes hostiles, comme les factions soutenues par Ankara, qui ont brutalisé et poussé à l'exil les minorités kurdophones vivant dans les zones sous leur contrôle pendant la guerre. *«Notre peuple a subi un génocide sous Daech, et nous avons peur qu'il se répète sous l'égide d'une organisation qui n'a pas le même nom mais partage son idéologie»*, dit Sanharib Barsoum.

Le futur de la Syrie appartient aux Syriens

Dans l'immédiat, la survie de la région autonome se joue au gré des rapports de force sur le terrain: la capacité des Forces démocratiques syriennes à résister à l'avancée de leurs ennemis, celle du gouvernement autonome à contrôler sa zone, et la volonté des Occidentaux de soutenir leurs alliés kurdes qui ont joué un rôle clé dans la lutte contre Daech.

Sur ce point, le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a tenté de rassurer lors de sa visite en Syrie le 3 décembre 2024, en plaidant pour une *«solution politique»* avec les *«alliés de la France que sont les Kurdes»*.

Leila Karaman réclame quant à elle plus de pression occidentale sur la Turquie afin que cessent les combats. À Qamishli, capitale de la région autonome, on espère que les Syriens trouveront un compromis: *«Nous avons essayé de négocier sans résultats avec Bachar el-Assad, et nous continuerons à négocier avec le nouveau régime»*, affirme Sanharib Barsoum. *«Tout ce qui a trait au futur de la Syrie doit être*

décidé par l'ensemble des Syriens, et non pas uniquement par ceux qui gouvernent Damas aujourd'hui.»

Lyse Mauvais, Solin Muhammed Amin
Qamishli (Syrie)
Journalistes-Reporterre*

* Média indépendant à but non lucratif, en accès libre, sans pub, financé par les dons de ses lecteurs et lectrices <<https://reporterre.net/>>.

1. Craignant que son village ne passe à terme sous contrôle d'une faction pro-turque, Abu Dalshir nous a demandé d'utiliser un pseudonyme.

2. Cette constellation de groupuscules d'opposition soutenus et en partie armés par la Turquie, opposée à Bachar Al-Assad et aux Kurdes, est rassemblée sous l'appellation Armée nationale syrienne (ANS).

3. Le nom Rojava fait référence au Kurdistan syrien historique. Au début de la guerre, l'autonomie concernait principalement l'extrême-nord du pays, majoritairement peuplé de Kurdes, d'où cette appellation. Au fur et à mesure que la région autonome s'est étendue vers le sud et l'ouest, ses dirigeants ont essayé de se départir de cette étiquette jugée trop kurde par certains.

4. Hayat Tahrir al-Sham, organisation djihadiste héritière du front Jabhat al-Nosra, a formellement rompu avec Al-Qaïda en 2017. Avant de conquérir Damas, ce mouvement dirigé par Ahmad al-Sharaa (plus connu sous son nom de guerre, al-Jolani) contrôlait la province d'Idlib, dernier bastion de l'opposition syrienne dans le pays, et ses quelque 3 millions d'habitants (dont 2 millions de déplacés).

MAROC/MIGRATIONS

L'Assistance aux Migrant·es pour l'Intégration (AMI)

Depuis quelques années, le FCE soutient financièrement et humainement une équipe à Rabat, au Maroc, qui accueille, accompagne et soutient des femmes et leurs enfants en migration.

Suite à quelques difficultés administratives et humaines, une partie de l'équipe de l'Arcom (association à l'origine de la création de ces foyers) a décidé de créer une nouvelle association pour s'autonomiser de l'ancienne structure. Cette nouvelle association s'appelle l'Assistance aux Migrant·es pour l'Intégration (AMI). L'équipe de l'AMI gère aujourd'hui trois foyers, dont deux financés par le Forum Civique Européen, en collaboration avec l'association Maroc Solidarité Médico-sociale dite MS2.

MS2 est née à Oujda qui reste la frontière, aujourd'hui encore, la plus utilisée par les personnes en fuite ou en voyage qui viennent de tous les horizons de l'Afrique et même parfois de l'Asie, pour se rapprocher des côtes méditerranéennes en vue, pour la majorité d'entre elles, de rejoindre l'Europe. Créée en juillet 2016, l'association Maroc Solidarité Médico-sociale vise à *«venir en aide et porter une assistance (médicale, sociale, économique) à toute personne ou population vulnérable»*. Forts de cette expérience conséquente et de la qualité de leurs actions, ils ont, entre temps, obtenu les moyens d'ouvrir deux centres, un à Rabat et l'autre à Marrakech. C'est ainsi que l'association AMI (ex Arcom) a eu l'opportunité d'être accueillie dans leurs locaux et de bénéficier d'un accompagnement quotidien. Cela augmente substantiellement la qualité de leur propre expertise en matière d'accompagnement au sein des foyers.

Depuis plus d'un an, les relations entre l'Europe et le Maroc via l'Espagne paraissent être au beau fixe. Le Maroc mène, sans relâche, des actions de répression visant à dissuader les exilés de continuer leur chemin et à les pousser à s'éloigner des routes menant aux frontières européennes. On le constate dans les rues de Rabat, de moins en moins de personnes subsahariennes s'y trouvent et les petits commerces de survie ont quasiment disparu. Les gens se cachent dans l'attente de trouver un passage ou une légalisation et cela peut durer des années. En conséquence, les associations et organisations qui les soutiennent ont de plus en plus de demandes mais aussi de plus en plus de difficultés à trouver des financements.

Pour celles et ceux qui voudraient s'installer au Maroc, la possibilité d'un droit au séjour est de plus en plus complexe voire inaccessible, ces personnes sont jetées dans la clandestinité... On en connaît les conséquences!

Comme toujours ce sont les femmes et les enfants qui en souffrent le plus et cette vulnérabilité extrême reste le lot de celles, qui souvent en fuite, n'ont aucun refuge officiel pour se mettre à l'abri. L'équipe de l'AMI continue donc, inlassablement, d'accueillir, d'orienter et d'accompagner le maximum de femmes et d'enfants dans la limite, malheureusement, des places disponibles et le FCE grâce à vos dons de soutenir l'association. Tout au long de l'année, bénévoles et agent·es de l'AMI s'ef-

forcent de trouver des financements pour les foyers. Alors même que l'exercice n'est pas aisé pour maintenir les foyers ouverts, la demande excède toujours les places disponibles et nous aimerions pouvoir ouvrir un quatrième lieu d'accueil. Dans cette optique, nous avons obtenu des fonds pour recruter un·e chargé·e de subventions et sommes en train d'étudier les candidatures.

Nous espérons que l'arrivée d'une recrue au sein de l'AMI nous permettra de sécuriser

les financements des foyers et de proposer davantage de services aux bénéficiaires.

Les temps vont devenir de plus en plus durs et nous espérons que ce projet continuera à trouver les moyens nécessaires à sa pérennisation et à ses ambitions de développement socio-culturel.

Nous vous en donnerons des nouvelles très prochainement!

Marie-Pascale
Membre FCE - France

dizaines de milliers de francs pour les centres d'accueil pour réfugié·es nouvellement créés à Sarajevo et Bihać par Kompas². Danilo était infatigable pour trouver de nouveaux cercles pour soutenir ce travail.

L'événement le plus extraordinaire dont je me souviens dans ce contexte est un repas de solidarité qu'il a organisé à la caserne militaire de Bière, dans le canton de Vaud. Dans le cadre feutré du réfectoire des officiers, décoré d'armoiries et d'armes anciennes, nous avons dégusté un menu de qualité à plusieurs plats, préparé par un chef renommé et une armée de volontaires. La plupart des personnes présentes se trouvaient certainement pour la première fois dans une telle salle. Les bénéfices considérables de l'événement ont bien entendu été reversés à Kompas et à d'autres initiatives d'aide à Tuzla en Bosnie.

Danilo était infatigable dans son engagement et a même pu, après l'annonce de sa maladie, mettre en place la continuité de son travail. En effet, sa fille Joëlle et Jean-Marie qui faisait aussi partie du premier voyage, continueront après lui. La prochaine délégation de solidarité se rendra en Bosnie-Herzégovine début février. Dans l'avis de décès, la famille a appelé, plutôt que de se recueillir avec des fleurs, à verser des dons sur le compte de l'association «Aide aux migrants en Bosnie»³.

Danilo nous manquera. Son énergie inébranlable, sa nature aimante, liées à son engagement profondément humain et politique aussi.

PS. Fin 2023, le célèbre animateur de télévision à la retraite Jean-Philippe Rapp avait réalisé une interview touchante de Danilo devant un chalet d'alpage de la Vallée de Joux.

Vous la trouverez ici: <<https://www.valtv.ch/danilo-gay/>>.

Claude Braun
FCE - Suisse

1. Association auprès des Requérants d'Asile Vallorbe (Ecuménique et Humanitaire).

2. Depuis 2016, l'initiative de la société civile Kompas à Sarajevo fournit à des milliers de personnes en migration sur la route des Balkans les denrées alimentaires, le linge, le couchage et les douches nécessaires. Une aide juridique est également proposée. Voir l'article «Purgatoire pour les indésirables» d'Ines Tanović dans Archipel N° 336, mai 2024.

3. N'hésitez pas à y participer: «Aide aux migrant·es en Bosnie», avenue de Préfaully 15a, CH-1022 Chavannes-près-Renens, IBAN: CH74 0900 0000 1642 4290 0.

SUISSE/MIGRATIONS

Hommage à notre ami Danilo Gay

Danilo Gay est décédé le 3 janvier 2025 à Lausanne, à l'âge de 81 ans. «Even dead he is still organising donations for us in Sarajevo» dit Ines Tanović de l'organisation d'aide Kompas de Sarajevo lors des funérailles de Danilo, qui ont eu lieu à la Vallée de Joux où il est né. Le petit village a été littéralement pris d'assaut; environ 400 personnes sont venues de près ou de loin.

Danilo avait un énorme réseau, était respecté et aimé. L'église était pleine à craquer: il y avait bien sûr la famille, nombreuse, et des personnes de toutes les phases de la vie de Danilo – dont beaucoup de personnes issues de la migration. Danilo a grandi dans des conditions modestes au sein d'une large famille. Son père était horloger, comme beaucoup dans la région. Comme il se faisait remarquer à l'école par ses bons résultats, il a fait un apprentissage de commerce à la banque cantonale, où il a également réussi. Cependant, il s'est senti appelé à quelque chose de complètement différent, il était de plus en plus attiré par les activités missionnaires qui l'ont mené, lui et sa femme Lisette, de Genève vers le monde entier.

Dans les années 1970, il a passé plusieurs années avec sa famille au Congo en tant que missionnaire, puis dans les années 1980, de nombreuses années au Québec. Plus tard, il a également été actif en Russie. À l'époque de sa retraite, il a trouvé une nouvelle mission: Lisette et lui ont décidé de consacrer une grande partie de leur énergie vitale aux migrant·es. C'est ainsi que Danilo a commencé à travailler bénévolement à la recherche de fonds pour l'ARAVOH¹ à Vallorbe. Vallorbe est une petite localité, où se trouvait un centre d'enregistrement pour demandeur·euses d'asile de la Confédération. L'ARAVOH coordonne les nombreux bénévoles qui tentent d'apporter un peu d'humanité au triste quotidien des requérant·es d'asile.

En novembre 2019, lui, sa femme Lisette, leur fille Joëlle et son petit-fils Samuel ont assisté à une séance d'information que nous avons

organisée dans le cadre du FCE à Berne. Trois jeunes femmes actives de Bosnie et de Croatie étaient venues témoigner des atrocités commises à l'encontre des personnes en migration dans cette région. Elles ont parlé des centaines de push backs qui ont lieu sur ordre de la Forteresse Europe par les forces de sécurité croates. Des actes de violence inqualifiables et des humiliations des demandeur·euses d'asile sont monnaie courante. Depuis 2015 et la fermeture de facto de l'espace Schengen, la Bosnie-Herzégovine est devenue le nouveau lieu de passage et de vie de milliers d'exilé·es. Danilo, Lisette, Joëlle, Samuel et deux autres amis ont été tellement révolté·es et touché·es qu'ils ont décidé de s'intéresser personnellement à la situation là-bas et s'y sont rendu·es brièvement.

Au cours de ce premier voyage, Danilo a fait par hasard la connaissance d'Ines Tanović; une forte amitié allait naître de cette rencontre. Dès lors, lui et ses proches ont récolté plusieurs



Crédit photo: Télévision régionale de la Vallée de Joux